

3 septembre 2015

Consciences

EDITORIAL.

Par LAURENT JOFFRIN

Une image sauvera-t-elle les réfugiés du malheur ? Une image sauvera-t-elle l'âme de l'Europe ? Depuis de longues semaines, *Libération* et quelques autres multiplient les reportages, les enquêtes et les éditoriaux pour alerter l'opinion - et le gouvernement - sur le sort des réfugiés en provenance de Syrie, de Libye ou d'Erythrée. Cet exode est extraordinaire, disions-nous bien avant l'été, il lance un défi majeur à l'Europe, il exige un changement d'attitude. Il est possible, répétons-nous, de construire une autre politique d'asile, à la fois réaliste et plus humaine, pour faire face à l'urgence de la guerre et de l'oppression qui chassent des centaines de milliers de réprouvés sur des routes incertaines et sur des mers dangereuses. *Vox clamantis in deserto* ! Après l'un de nos dossiers, l'hebdomadaire *Marianne*, toujours aussi lucide, nous reprocha même de faire le jeu du Front national... La photo déchirante d'un enfant mort sur une plage ensoleillée, avec la mer bleue pour linceul, va-t-elle éveiller les consciences ? La chose est fréquente dans les drames humanitaires : la raison a beau se mobiliser, c'est l'émotion qui commande. Indifférente ou hostile - en dehors d'une valeureuse avant-garde de bénévoles -, l'opinion comprend qu'on ne peut rester les bras ballants devant la tragédie. Face aux vociférations du Front national et de ses intellectuels annexes, qui ont un barbelé à la place du cœur, une autre attitude prend corps, qui peut modifier le paysage moral et politique du pays. Face aux adeptes des murs et des chiens policiers, un informel parti de la main tendue se constitue. Vient donc le temps de l'action. *Libération* décrit les initiatives individuelles ou associatives qui tendent à aider les réfugiés. Depuis l'origine, des Français ont choisi la voie de l'accueil et de l'entraide, considérant, à l'inverse de tant de lepénistes ou de souverainistes, que les réfugiés ont des droits imprescriptibles. Ces militants de l'universel ont besoin de renfort : il faut les soutenir. Mais cette mobilisation ne saurait se passer d'une action de l'Etat. Deux mois après avoir parlé d'une «*faute morale*» - celle qui consistait à répartir l'accueil entre les nations européennes -, le gouvernement promet «*une répartition [des réfugiés] équitable en Europe*». Il est temps. Cette mesure suppose évidemment l'ouverture de centres d'hébergement plus nombreux, l'organisation de l'accueil, le traitement rapide des demandes. A ces conditions seulement, le martyr du petit Aylan Shenu ne restera pas vain.